

Libération - vendredi 28 avril 2023

Idées

La France d'Emmanuel Macron n'a rien d'une dictature

Si la critique de l'hyper-présidentialisme est nécessaire, la comparaison avec des pays comme la Hongrie ou la Turquie est dangereuse.

Par Marc Lazar Historien

Les banderoles brandies dans les manifestations, les écrits de certains intellectuels et observateurs, les propos tenus sur les réseaux sociaux et les accusations enflammées de ses adversaires politiques érigent Emmanuel Macron en un tyran, un despote, voire un [Caligula selon Mathilde Panot](#), la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale. La France serait donc devenue un régime autoritaire, ou, selon une expression en vogue, une «[démocratie illibérale](#)».

Suspicion pas nouvelle

Ce n'est pas la première fois que de pareilles inquiétudes s'expriment. Le 13 mai 1958 s'ouvrait la crise politique provoquée par la guerre d'Algérie qui fut fatale pour la IV^e République. Selon la gauche, le retour du général de Gaulle représentait une menace pour [la démocratie](#), ce qui l'amena à prononcer le 15 mai la fameuse phrase : «*Croit-on qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ?*» Le 28 mai, des manifestations «de défense républicaines et antifascistes» se déroulèrent, dont une imposante à Paris. Pourtant, [au référendum du 28 septembre, 80 % des Français](#) approuvèrent la nouvelle Constitution qui, selon l'opposition et non sans raison, comportait des articles préoccupants. Quatre ans plus tard, la réforme instaurant l'élection au suffrage universel du président de la République accrut les critiques contre son contenu et la procédure choisie par le chef de l'Etat ; elle fut néanmoins adoptée par référendum avec un peu plus de [62 % des suffrages exprimés](#) mais 47 % des inscrits. Deux ans plus tard, le dirigeant communiste Jacques Duclos publiait un livre intitulé *De Napoléon III à de Gaulle* tandis que son parti fustigeait «*une dictature personnelle ouvrant la voie au fascisme*». La même année, François Mitterrand écrivait un cinglant réquisitoire, *le Coup d'Etat permanent* : néanmoins, le 2 juillet 1981, moins de deux mois après son accès à l'Elysée, il déclara : «*Les institutions n'étaient pas faites à mon intention. Mais elles sont bien faites pour moi.*» En mai 1968 et dans les années qui suivirent, la V^e République fut accusée d'être un «*Etat policier*», le slogan «*CRS SS*» apparu durant les grèves des mineurs vingt ans auparavant faisait florès, tandis qu'était dénoncée [la loi dite «anticasseurs» du 8 juin 1970](#) qui entendait réprimer les violences dans les manifestations et bridait l'organisation de celles-ci.

La suspicion que la France puisse sombrer dans une dictature n'est donc pas nouvelle. Le spectre du bonapartisme hante l'imaginaire politique français. Il revient en force plus que jamais en ce moment et se double d'une détestation du Président quasiment sans précédent. Selon le politiste [Juan Linz, l'un des meilleurs spécialistes](#) du sujet, [l'autoritarisme](#) consiste en l'exercice du pouvoir par un leader ou un petit groupe de personnes qui réduit le pluralisme politique, réprime plus ou moins sévèrement les ennemis du régime, limite drastiquement l'exercice des libertés dans la presse, les médias, l'édition, les milieux intellectuels, culturels ou associatifs.

De nos jours, la notion de démocratie illibérale s'est substituée à celle d'autoritarisme. Elle recouvre un contenu semblable mais permet de repérer le passage presque irrésistible de la démocratie libérale et représentative à un autre régime politique qui conserve l'apparence de la démocratie qu'ils revendiquent en la réduisant au seul vote. Pour les populistes au pouvoir, les scrutins permettent une mobilisation permanente de la population grâce à l'activisme politique traditionnel, aux médias presque tous sous contrôle et à un matraquage continu des ennemis sur les réseaux sociaux. En effet, ils ont besoin de l'onction du suffrage universel pour se légitimer quitte à ce que des opposants soient élus comme à Varsovie, à Budapest ou à Istanbul.

Ce qui se passe ailleurs

Le combat politique se caractérise par ses excès. Accuser Emmanuel Macron d'être un apprenti dictateur peut éventuellement être considéré de bonne guerre : on doute toutefois que cela compose une bonne politique. Au regard de l'histoire et des expériences présentes au cœur de l'Europe, cela n'a guère de sens. Il est même pour le moins incongru d'être obligé d'énoncer quelques évidences. Faut-il rappeler que l'opposition peut s'exprimer sans entrave au Parlement et ailleurs ? Elle ne se prive pas de le faire, et avec quelle virulence ! en particulier au moment de [la réforme des retraites](#). Ou encore que les médias jouissent d'une liberté totale, et que la plupart d'entre eux passent leur temps, du matin au soir, à s'en prendre au gouvernement ? On aurait du mal à trouver un grand quotidien favorable au pouvoir. Sans parler du déchaînement d'insultes et parfois de haine sur les réseaux sociaux. Critiquer la conception et la pratique des institutions de Macron, s'insurger contre sa verticalité excessive, s'indigner de certains de ses propos, s'élever contre la doctrine et la réalité du maintien de l'ordre, souhaiter réformer certains articles de la Constitution qui apparaissent déphasés et insupportables dans le contexte de défiance politique que connaît la France, œuvrer pour le renforcement des contre-pouvoirs, développer toutes les formes possibles et imaginables de démocratie participative sans remettre en cause la prééminence de la démocratie représentative, voire demander l'instauration d'une VI^e République est légitime et relève pleinement du débat démocratique. En revanche, affirmer haut et fort qu'Emmanuel Macron prépare [un 18 brumaire](#), voire que d'ores et déjà la tyrannie règne en France, s'avère infondé. Et dangereux. Car alors comment qualifier ce qui se passe, par exemple, en Hongrie et en Pologne ? Et que dirait-on si un jour Marine Le Pen arrivait au pouvoir ?

